

Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales

Evénements 2014

- ✓ 19 février 2014 : 15ème cérémonie du label Villes Internet, mention Coopération décentralisée
- ✓ 1-7 mars 2014 : Assises régionales coopération décentralisée Casamance (Dakar – Ziguinchor)
- ✓ 5-11 avril 2014 : 7ème Forum Urbain Mondial - ONU Habitat (Medellin, Colombie)
- ✓ 17-19 juin 2014 : Réunion bureau mondial de CGLU (Liverpool)
- ✓ 1 juillet 2014 : Séance plénière de la CNCD
- ✓ 1-2 juillet 2014 : 5ème édition du Forum de l'action internationale des collectivités (Paris)
- ✓ Octobre 2014 : Assises de coopération décentralisée franco-nigérienne (Niamey)
- ✓ Octobre 2014 : Rencontres de la coopération décentralisée franco-burkinabè (Ouagadougou)
- ✓ 29-30 octobre 2014 : 4èmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée (Takamatsu)
- ✓ Automne 2014 : Séminaire de la coopération décentralisée franco-mexicaine
- ✓ 6-7 novembre 2014 : 4ème Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise (Strasbourg)
- ✓ 2ème semestre 2014 : Assises de la coopération décentralisée franco-comorienne
- ✓ 2ème semestre 2014 : Assises de la coopération décentralisée franco-malgache (Antananarivo)
- ✓ 2ème semestre 2014 : Assises de la coopération décentralisée franco-camerounaise
- ✓ 2ème semestre 2014 : 2èmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-indienne

Dernières actualités

► Commission nationale de la coopération décentralisée (Paris, 14 janvier 2014) [vidéo](#) [Le point sur](#)

M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement, a présidé la réunion de la CNCD, qui regroupe à parité des représentants des collectivités locales et ministères impliqués dans la coopération décentralisée. Cette rencontre a permis notamment un échange sur le projet de loi d'orientation et de programmation sur le développement et la solidarité internationale. M. André Laignel a présenté la mise en œuvre de son rapport et le plan d'action interministériel sur l'action extérieure des collectivités territoriales, décidé par les Ministres L. Fabius et P. Canfin en janvier 2013. Les sénateurs Ronan Dantec et Michel Delebarre ont présenté leur rapport sur le rôle des collectivités territoriales dans les négociations climatiques, en amont de la conférence sur le climat que la France accueillera en 2015 à Paris dont les enjeux ont été posés par l'Ambassadeur Jacques Lapouge. Un point a par ailleurs été fait sur les travaux du comité national de l'eau. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/presentation-et-activites-de-la/article/seances-plenieres-et-reunions-de>

► **Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** (décembre 2013). Cette loi constitue une étape dans la rénovation de la politique de développement engagée par le Gouvernement, fondée sur la transparence, la cohérence et l'efficacité. Elle fixe comme objectifs la lutte contre la pauvreté et ses conséquences en termes de santé, d'éducation ou de nutrition... la préservation de la planète, notamment en mettant l'accent sur la lutte contre le changement climatique ; la promotion des valeurs de la démocratie et de l'état de droit, les droits de l'Homme, l'égalité entre les femmes et les hommes, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et le travail décent. Elle fait du développement durable des pays en développement, dans ses trois composantes économique, sociale et environnementale, la finalité de la politique de développement. http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/politique_developpement_solidarite_internationale.asp

► **Mise en ligne d'une nouvelle version du site transparence.ambafrance-mali.org** (31 janvier 2014). Ce site résulte d'une volonté de transparence de la France en matière d'aide publique au développement. Il permet aux internautes de suivre la mise en place des projets de développement et d'urgence humanitaire financés par la France au Mali. Il participe de la démarche d'ouverture des données promue par le gouvernement dans le cadre de la modernisation de l'action publique. D'ici à la fin de l'année 2014, un effort similaire sera porté concernant les seize autres pays prioritaires de l'aide française : Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Ghana, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Togo, Sénégal.

► **Le sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique** (6 et 7 décembre 2013). Le président de la République, François Hollande a annoncé que « la France va consacrer 20 milliards d'euros, au cours des cinq prochaines années, au développement de l'Afrique ». Il a également fixé l'objectif de « doubler en cinq ans le niveau des échanges commerciaux entre la France et le continent africain. Il a par ailleurs précisé que « la France a considéré qu'une partie de son aide devait être affectée aux objectifs de développement durable. 1 milliard d'euros par an seront dédiés, par l'AFD, à ces projets ». <http://sommet-afrique.elysee.fr/>

► Forum Afrique : 100 innovations pour un développement durable (5 décembre 2013)

Plus de 800 candidats ont répondu à l'appel aux innovateurs lancé en septembre 2013 par le ministère des Affaires étrangères, sous l'impulsion de M. Pascal Canfin, en partenariat avec l'Agence française de Développement (AFD). En amont du Sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique, cet événement visait à donner un coup de projecteur sur des réalisations concrètes innovantes et des solutions pratiques mises en place à l'échelle nationale ou locale, dans les domaines variés tels que la santé, l'environnement, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'éducation ou les nouvelles technologies. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement-1060/evenements-et-actualites-sur-le/forum-afrique-100-innovations-pour/>

► Les enjeux de la 21e conférence climat en 2015 (Conférence des parties, dite COP21, Paris- le Bourget)

Cette conférence devra marquer une étape décisive dans la négociation du futur accord international pour l'après-2015, en adoptant ses grandes lignes comme convenu à Durban, avec comme objectif que tous les pays, dont les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre - pays développés comme pays en développement - soient engagés par un accord universel contraignant sur le climat. <http://www.ambafrance-no.org/Conference-Paris-Climat-2015-COP21#les-enjeux-cop21-1>

► Les collectivités territoriales dans la perspective de Paris Climat 2015 : de l'acteur local au facilitateur global,

Dans ce rapport, les sénateurs Ronan Dantec et Michel Delebarre dressent une liste de 30 propositions pour renforcer l'intégration des collectivités territoriales dans les négociations internationales sur le climat dans la perspective de la conférence Paris Climat 2015. Cette conférence devra permettre de négocier un nouvel accord universel sur le changement climatique, applicable à toutes les parties et qui entrera en vigueur en 2015, afin de maintenir le réchauffement en dessous de 2 °C.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Rapport_Dantec_Delebarre_2013_VF_cle039f4d-1.pdf

► Commémoration du cinquantième des relations diplomatiques franco-chinoises

La France et la Chine célèbrent en 2014 le cinquantième anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. Cet événement est l'occasion de souligner à nouveau la qualité des relations entre nos deux pays et d'en valoriser toutes les dimensions, et notamment dans les domaines économique, culturel, scientifique, de l'enseignement et du tourisme mais aussi des partenariats entre collectivités territoriales (cf. 4èmes Rencontres franco-chinoises de la coopération décentralisée à Strasbourg en Alsace). Voir discours et programme des commémorations en 2014 : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/chine/50e-anniversaire-des-relations/>

► Etude sur le développement territorial et la coopération internationale : la voie de l'économie circulaire

Le ministre Pascal Canfin, a confié une mission sur l'économie circulaire, à M. Jean-Claude Lévy, expert dans le domaine et conseiller spécial auprès de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT).

<http://publication.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/actualites-et-agenda-de-la/actualites-de-la-cooperation/article/l-economie-circulaire-en-faveur-du>

► Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO). Le FACECO est un fonds de concours géré par

le centre de crise du ministère des Affaires étrangères et dédié aux collectivités territoriales qui souhaitent apporter une aide d'urgence aux victimes de crises humanitaires à l'étranger. Depuis sa mise en place en mars 2013, les contributions des collectivités territoriales françaises s'élèvent à 318 609 euros. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/actualites-et-agenda-de-la/actualites-de-la-cooperation/article/solidarite-a-l-egard-du-peuple>

► Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) : focus sur les détroits, des territoires à enjeux pour l'Europe

Depuis novembre 2013, la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT) propose un site internet totalement refondu, disposant notamment d'un centre de ressources unique sur la coopération transfrontalière en Europe ; La coopération maritime, notamment au sein des détroits occupe une place de choix. <http://www.espaces-transfrontaliers.org/>

► Création des groupes-pays Côte d'Ivoire, Mexique et Russie (CUF)

Les collectivités françaises partenaires de collectivités ivoiriennes, mexicaines ou russes sont invitées à manifester leur intérêt et leurs attentes auprès de Cités Unies France. <http://www.cites-unies-france.org/>

► Enquête « Coopération décentralisée & Biodiversité » jusqu'au 21 février 2014

Le Comité français de l'UICN - Union Internationale pour la Conservation de la Nature - mène actuellement, avec le soutien du Ministère des Affaires Étrangères, un projet intitulé « Coopération décentralisée & Biodiversité ». Dans ce cadre, une enquête en ligne est réalisée auprès des collectivités françaises afin de dresser le panorama des projets de coopération décentralisée qu'elles mènent dans le domaine de la biodiversité à travers la coopération décentralisée, notamment dans les pays du Sud. <https://fr.surveymonkey.com/s/EnqueteUICNCoopDecBiodiv> (Mot de passe : enqueteuicn)

Appels à projets (MAE/DGM/DAECT)

► Lancement du 2^{ème} appel à projets franco-indien (2014-2015) dans le domaine du développement urbain

durable : En partenariat avec le ministère indien du Développement urbain, le ministère des Affaires étrangères lance le 2ème appel à projets conjoint en soutien à la coopération décentralisée entre la France et l'Inde. L'appel à projets conjoint est ouvert à toutes les collectivités territoriales françaises et territoires indiens **du 15 février au 15 juillet 2014**.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appel-a-projets-franco-indien/>

► Appel à projets PNUD-DAECT (2013-2015)

Dans le cadre des Programmes-cadres ART (Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Développement Humain). Les pays éligibles au titre du présent appel à projets spécifique sont : Palestine, Liban, Maroc, Tunisie, Mauritanie, Sénégal, Cameroun, Gabon, Bolivie, Birmanie et d'autres pays éventuels aux priorités de la DAECT. A ce jour, 2 projets ont été retenus : **Marseille / Tripoli – Al Fayhaa (Liban)** : technologies de l'information ; **CR Champagne-Ardenne / CR Oriental (Maroc)** : patrimoine naturel. **Les dossiers pourront être déposés tout au long de l'année.** <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appele-a-projets-pnud/>

► PACT2 : Programme d'appui à la coopération thématique des collectivités territoriales

Ce programme PACT2 permet d'une part d'octroyer aux collectivités territoriales qui le souhaitent un label « expertise internationale » identifiant clairement leurs compétences et leurs savoir-faire, et d'autre part, de financer la mise en oeuvre de missions d'expertise thématique soit sur initiative de la collectivité, soit sur demande du ministère à travers le réseau diplomatique. A ce jour, **36 collectivités ont été labellisées** au titre de PACT2. **12 missions d'expertise** ont été réalisées (Maroc, Sénégal, Albanie, Perpignan, AMF). [Consulter la liste des labellisés.](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appele-a-projets-pact2/) Faire une demande : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appele-a-projets-pact2/>

► Bilan du 4ème appel à projets conjoint franco-argentin (2013)

8 projets ont été retenus (**Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques / Province de Misiones** : développement économique et touristique durable, **Comité Départemental du Tourisme de Lozère / Province de Corrientes** : écotourisme durable ; **Communauté urbaine de Brest Métropole Océane / Province du Chubut** : création d'un pôle d'excellence maritime ; **Communauté d'Agglomération de Grand Poitiers / Ville de Santa Fe** : biotechnologies liées à la santé ; **Ville de Chartres / Ville de Luján** : formation professionnelle dans le domaine du vitrail et coopération culturelle ; **Ville d'Ixassou / Ville de Los Antiguos** : coopération culturelle et économique ; **Ville de Paris / Ville de Buenos Aires** : design et innovation ; **Ville de Tulle / Ville de Paso de los Libres** : coopération culturelle, touristique et économique. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appele-a-projets-franco-argentin/>

► Bilan du 3ème appel à projets franco-mexicain (2013)

4 projets ont été retenus (**Pays-de-la-Loire / Etat du Yucatan** : renforcement de la gestion intégrée de la ressource hydrique ; **Communauté Urbaine de Bordeaux – IPLANEG - Guanajuato** : Intégration métropolitaine comme facteur de développement du territoire ; **Brest Métropole - Tuxpan – Etat de Veracruz** : développement du territoire par les technopoles maritimes ; **Grand Angoulême – Zapopan (Etat du Jalisco)** : vers un cluster transnational de l'image. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appele-a-projets-franco-mexicain/>

► Bilan de l'appel à projets franco-tunisien (2013) :

11 projets ont été retenus (**CA pays d'Aubagne/Commune de Sejnane** : échanges culturels et développement économique ; **Conseil Général de l'Aude/Sousse** : renforcement des capacités de la municipalité et développement économique local ; **CG Loire Atlantique/Madhia** : développement économique ; **CG de l'Hérault/Médénine** : gestion des déchets ; **Ville de Paris/Tunis** : développement urbain ; **Ville de St Etienne/Monastir** : patrimoine textile ; **Ville de Grenoble/Sfax** : aménagement urbain ; **Dunkerque/Bizerte** : développement urbain et économique ; **CG Hérault/Medénine** : gestion des zones humides ; **Marseille/Tunis** : services publics locaux ; **CG Seine Maritime/ El Kef** : coopération d'intérêt mutuel. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/fonds-de-soutien-franco-tunisien/>

► Bilan de l'appel à projets conjoint franco-marocain (2012-2014)

16 projets ont été retenus depuis 2012 pour une durée allant de 1 à 3 ans (**CR CA / Oriental** : valorisation du patrimoine culturel ; **Parc naturel régional du Luberon / CR Tanger Tétouan** : création d'un Parc naturel de Bouhachem ; **Mantes la Jolie / CR Rabat** : coopération économique, sociale et culturelle ; **CR PACA / CR Tanger** : économie sociale et solidaire ; **CG 44 / CP Chtouka Aït Baha** : protection sociale en faveur des femmes et de leurs enfants ; **CR Centre / CR Meknes** : développement local, valorisation des coopératives féminines ; **CG Hérault / Souss Massa Drâa** : Projet d'accompagnement économique et de développement des territoires ; **CR Franche Comté / Province Ouarzazate** : éco-tourisme en milieu rural et agro-alimentaire ; **Blois / Azrou** : formation de professionnels du tourisme ; **Grand Lyon / Rabat** : planification urbaine ; **CG Isère / CR Souss Massa Drâa** : promotion du tourisme rural, valorisation de la culture et du patrimoine local ; **CG Isère / CR Tadla Azizal** : promotion du tourisme, de l'artisanat et du patrimoine ; **Marseille / Marrakech** : Création d'un Centre d'Interprétation du Patrimoine Immatériel ; **Paris / Rabat** : patrimoine urbain et architectural ; **Pays des Ecrins et la Commune urbaine de Taliouine** : gestion des déchets ; **Conseil Général de Loire-Atlantique et la province d'Agadir-Ida Outanane** : formation aux métiers de l'intervention socio-éducative. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/fonds-conjoint-franco-marocain/>

Le portail web de la CNCD (<http://www.cncd.fr>), unique plateforme interactive d'information de la coopération décentralisée, a bénéficié durant l'année 2013, d'une totale rénovation par le MAE. D'importantes améliorations ont été apportées pour simplifier et accélérer le traitement de l'ensemble des procédures au profit des utilisateurs et des collectivités territoriales, à savoir la dématérialisation du plus grand nombre possible des processus et des échanges (ex : candidatures aux appels à projets, dépôt des rapports d'évaluation). Le site se doit aussi de respecter les réglementations en vigueur en termes de sécurité (RGS) mais aussi d'accessibilité applicables aux sites d'information des administrations françaises à savoir le RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations) dans un souci de transparence et de mise à disposition des informations publiques. Ce portail contribue à une plus grande coordination, et une meilleure mutualisation des coopérations menées.

Des collectivités locales à l'étranger en recherche de partenariat avec les collectivités françaises

► La bourse-projets de la coopération décentralisée est un outil mis à disposition des collectivités territoriales françaises recensant toutes les demandes de partenariat émises par des collectivités locales à l'étranger. Consultez la liste des demandes de coopération :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/bourses-a-projets-des/>

PACT2 : Programme d'appui à la coopération thématique des collectivités territoriales

► Ce programme PACT2 permet d'une part d'octroyer aux collectivités territoriales qui le souhaitent un label « expertise internationale » identifiant clairement leurs compétences et leurs savoir-faire, et d'autre part, de financer la mise en œuvre de missions d'expertise thématique. **A ce jour, 36 collectivités ont été labellisées au titre de PACT2.** [Consulter la liste des labellisés](#). Faire une demande / en savoir plus : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appele-a-projets-pact2/>

Rappel pour la mise à jour de l'Atlas français de la coopération décentralisée

► La DAECT invite les collectivités territoriales à mettre à jour les fiches concernant leurs actions de coopération ainsi que leurs coordonnées sur l'Atlas français de la coopération décentralisée sur le site : <http://www.cncd.fr/>

Rappel : une Circulaire de la CNCD sera adressée prochainement aux Préfets de région et de département concernant tous les projets de coopération décentralisée y compris les jumelages et les coopérations menées dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

Dernières publications

● **Agenda du développement post-2015 : papier de position français élaboré en concertation avec la société civile** (MAE, octobre 2013). Ce document s'efforce de préparer la définition de l'agenda post-2015, unique et universel, intégrant les composantes économiques, environnementales et sociales du développement durable.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-et-publications/publications/brochures-institutionnelles/article/la-position-francaise-sur-l-agenda>

● **La stratégie genre et développement 2013-2017** (MAE, octobre 2013) Le genre devient un thème transversal de l'action extérieure de la France, aussi bien dans les instruments de financement et de mise en œuvre des projets de développement que dans le plaidoyer politique au niveau bilatéral, européen et multilatéral.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-et-publications/publications/enjeux-planetaires-cooperation/documents-de-strategie-sectorielle/article/la-strategie-genre-et>

● **Orientations de la coopération française en appui à la gouvernance urbaine** (MAE, octobre 2013)

Inspirée par le concept de gouvernance démocratique, la gouvernance urbaine démocratique consiste à adopter des modalités d'action et de prise de décision partenariales autour des autorités locales

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-et-publications/publications/enjeux-planetaires-cooperation/documents-de-strategie-sectorielle/article/orientations-de-la-cooperation-102355>

● **Rapport les agricultures familiales du monde** (CIRAD, MAE, MAAF, AFD, 2013) Étude sur la contribution de l'agriculture familiale à la sécurité alimentaire.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/20130711_Rapport_fin_al_MAAF_MAE_AFD_AF_CIRAD_BIS_31_Mai_complet_cle0197b5.pdf

● **Rapport Les collectivités territoriales dans la perspective de Paris Climat 2015 : de l'acteur local au facilitateur global** (2013), des sénateurs Ronan Dantec et Michel Delebarre. Il contient 30 propositions couvrant les grands enjeux de la participation, de l'action et de la mobilisation des collectivités.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Rapport_Dantec_Delebarre_2013_VF_cle039f4d-1.pdf

● **Agendas 21, plans climat et action internationale dans les collectivités** (ARENE, décembre 2013)

Les articulations entre les Agendas 21, les plans climat énergie territoriaux (PCET) et l'action internationale des collectivités territoriales constituent un aspect

indispensable des démarches de développement durable.

<http://www.areneidf.org/fr/ficheProduit-265.html?idProduit=759>

● **Economie circulaire, écologie et reconstruction industrielle ?** Vincent Aurez et Jean-Claude Levy (Paris, 2013) A travers une analyse comparée de la France et la Chine.

http://publication.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/AUREZ_LEVY_Economie_circulaire_ecologie_et_reconstruction_industrielle_cle015d1b.pdf

● **MediTerra 2014 : Logistique et commerce agro-alimentaires. Un défi pour la Méditerranée** (CIHEAM, janvier 2014) Recueil d'expertises mutualisées et outil d'aide à la décision *MediTerra* fait intervenir plus de 70 experts internationaux avec l'objectif de fournir aux décideurs politiques, aux professionnels et aux chercheurs les clés de lecture et les indicateurs stratégiques essentiels sur la région méditerranéenne.

<http://www.ciheam.org/index.php/fr/publications/mediterr-2014>

● **Rapport sur les relations entre la France et l'Afrique** des sénateurs Jeanny Lorgeoux et Jean-Marie Bockel. Ce travail définit 10 priorités et 70 mesures pour relancer les relations de la France avec les pays africains dans un partenariat d'égal à égal, dans les domaines économiques, culturels, de défense et de développement.

<http://www.senat.fr/rap/r13-104/r13-104.html>

● **Rapport *Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique*** et la France, co-écrit par

Hubert Védrine, Lionel Zinsou, Tidjane Thiam, Jean-Michel Severino et Hakim El Karoui, remis à Pierre Moscovici lors de la conférence de Bercy « Pour un nouveau modèle de partenariat économique entre l'Afrique et la France » (déc. 2013).

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/393414>

● **Guide « Cadre juridique de la coopération transfrontalière : Outils juridiques au service des projets transfrontaliers »** (MOT, décembre 2013)

Le guide vise à présenter de manière synthétique les principaux outils juridiques pouvant être utilisés pour le montage de projets transfrontaliers aux frontières françaises. Il contient une série de fiches qui présentent pour chaque outil : sa définition, son fondement juridique, ses champs d'utilisation, les principaux avantages et limites. <http://www.espaces-transfrontaliers.org/activites-europeennes/projets-europeens-de-la-mot/cinq-seminaires-dinformation-sur-le-montage-de-projets-transfrontaliers-aux-frontieres-francaises/document-final-du-projet/>

● **La coopération transfrontalière, levier pour le développement et la paix** (Global Local Forum, 2013). Des élus et responsables territoriaux mettent en partage leurs expériences et les enseignements réussis de coopération transfrontalière.

http://www.global-local-forum.com/pages.asp?ref_arbo=2563

● **Nouveau répertoire des métiers territoriaux** (CNFPT, décembre 2013) Outil de gestion des ressources humaines mis à la disposition des collectivités et des établissements publics territoriaux, cette nouvelle version du répertoire comporte 231 fiches métiers. <http://www.cnfpt.fr/repertoire-metiers/appli.html>

Autres rendez-vous / événements

Consultez l'agenda sur :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/actualites-et-agenda-de-la/agenda-de-la-cooperation/>

Retrouvez la **Lettre d'info de la DAECT** sur notre site Internet en suivant le lien ci-dessous :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/ressources-et-bibliotheque-de-la/>

CONTACT

Ministère des Affaires étrangères
Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats (DGM)

Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT)

Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)

Adresse : 57, boulevard des Invalides 75007 PARIS

Téléphone : 01 43 17 62 70 / 01 43 17 62 64

Courriel : secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr

Site Internet : <http://www.diplomatie.gouv.fr/cncd>